

# Bulletin du FMI

BILAN DE SANTÉ ÉCONOMIQUE

## Le Royaume-Uni pourrait assouplir la politique monétaire et le crédit pour doper la croissance

Bulletin du FMI en ligne  
22 mai 2012



Galerie marchande à Londres : des mesures de relance de la demande sont nécessaires pour soutenir la croissance économique (photo: Carl Court/AFP)

- L'inflation étant stable, la politique monétaire peut être assouplie
- Des dépenses d'infrastructures sans effets sur le budget peuvent hâter la reprise
- Il est essentiel de renforcer la supervision du secteur financier

En des temps d'incertitude croissante de la conjoncture mondiale, le Royaume-Uni a gagné en crédibilité grâce à une démarche visant à réduire la dette pour conforter l'assise budgétaire, explique le FMI à l'issue du bilan de santé annuel de l'économie du pays.

Le gouvernement a pris des mesures énergiques de rééquilibrage des finances publiques pour réduire les risques budgétaires. La Banque d'Angleterre a rapidement réagi en assouplissant sa politique monétaire pour soutenir la croissance. Tout cela concourt à rééquilibrer l'économie en faveur de l'investissement et de la demande extérieure.

L'inflation étant stabilisée, le Royaume-Uni peut se permettre d'abaisser le taux directeur de la banque centrale et d'injecter davantage de liquidités dans l'économie pour l'acquisition d'actifs, selon un processus dit d'assouplissement quantitatif.

Pour le FMI, il pourrait être nécessaire d'assouplir encore les conditions monétaires et le crédit et d'améliorer la qualité de l'ajustement budgétaire pour combler plus rapidement l'écart de production et réduire le risque d'une perte de production permanente.

S'il est vrai que le pays, place forte financière de l'Europe, a réussi à rééquilibrer son économie de manière à doper les investissements et la demande extérieure, le niveau de confiance des entreprises et des consommateurs reste bas, constate le FMI.

«Si l'économie ne parvenait pas à s'affermir, il faudrait envisager une détente budgétaire», a déclaré la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, lors d'une

conférence de presse à Londres. «Les mesures devraient être centrées sur le soutien de la croissance et la promotion de l'emploi. Dans ces circonstances, il serait indiqué de mettre à profit la crédibilité chèrement gagnée de la politique et des institutions britanniques pour différer le resserrement budgétaire».

### **L'emploi, l'emploi, l'emploi**

Bien que la situation du marché du travail se soit améliorée et que le chômage ait baissé, ce dernier reste encore trop élevé, à un taux de 8,2 %, tandis qu'un grand nombre de jeunes sont encore sans travail.

D'après les projections du FMI, la croissance va repartir au second semestre de 2012, pour peu que les chocs des cours des matières premières soient moins fréquents et que les tensions s'apaisent dans la zone euro.

Pour soutenir la reprise économique, la politique du secteur financier devrait viser essentiellement à inciter les banques à affermir leurs bilans en renforçant leurs fonds propres et non en réduisant leurs actifs.

Le gouvernement a récemment adopté des mesures d'assouplissement du crédit en faveur des petites et moyennes entreprises et des ménages. Il a également annoncé qu'il entend donner une nouvelle impulsion au crédit pour les entreprises, le logement et les infrastructures, initiative saluée par le FMI.

Le ralentissement du rythme de réduction de l'endettement et des déficits publics cette année et la prochaine est de bon aloi, compte tenu de la faiblesse de la croissance au Royaume-Uni. L'an dernier, le gouvernement a fait en sorte que la diminution de la dette et des déficits soit plus propice à la croissance, en modérant les salaires dans la fonction publique de façon à dégager des ressources pour accroître les dépenses d'investissement dans les infrastructures.

Il serait possible d'élargir la marge budgétaire pour financer d'autres mesures génératrices de croissance en réformant les taxes foncières, en restreignant la progression des rémunérations des employés de l'État et en ciblant mieux les dépenses sociales au profit des plus démunis.

Si la croissance ne repart pas et reste nettement inférieure aux prévisions, même après les nouvelles mesures de relance monétaire et de détente du crédit, il faudrait revenir sur les plans de rééquilibrage budgétaire. Il convient d'envisager d'accroître les dépenses si la reprise ne monte pas en puissance.

Pour préserver la forte crédibilité de la politique budgétaire du Royaume-Uni, la réorientation éventuelle des dépenses devra s'inscrire dans un plan pluriannuel de réduction du vaste déficit structurel des finances publiques lorsque l'économie se sera raffermie.

### **Supervision plus stricte des marchés financiers**

La reconstruction des fonds propres des banques au cours des dernières années a été un gros atout, compte tenu de la volatilité des marchés financiers et de l'aggravation des risques liés à la crise de la zone euro. Selon le FMI, les autorités s'emploient à juste titre à encourager les banques à renforcer leurs fonds propres et à plafonner les primes et dividendes plutôt qu'à limiter l'offre de crédit par un délestage d'actifs.

Il est essentiel d'affermir la supervision des institutions financières, d'en renforcer les pouvoirs et d'en étendre la portée. Comme indiqué dans l'[évaluation du secteur financier](#) du Royaume-Uni en 2011, une supervision de grande qualité est cruciale pour assurer l'efficacité de la nouvelle structure gouvernementale chargée de la surveillance du système financier.

Londres étant une place financière de premier ordre, des mesures ont été prises pour encourager les banques à étoffer leurs fonds propres et pour renforcer la surveillance et la supervision financières, et les autorités s'emploient à développer les capacités pour traiter le dossier des institutions financières considérées comme «trop importantes pour faire faillite». Il est essentiel que le Royaume-Uni, plaque tournante de la finance internationale dont la stabilité et la bonne santé sont un bien public pour le monde entier, soit doté d'un appareil réglementaire et d'un système de supervision robustes.

Le FMI note aussi que le Royaume-Uni a besoin de davantage d'outils de [politique macroprudentielle](#) pour faire face aux risques dans l'ensemble du système financier.

Le rapport du FMI sur l'économie du Royaume-Uni sera examiné dans son intégralité par le Conseil d'administration au mois de juillet.